

TABLE RONDE SUR LA PLACE DES PARTENAIRES DES PAYS DU SUD DANS LES PROJETS DE SOLIDARITE : COMMENT FAVORISER LEUR EXPRESSION ?

Catherine Desbruyères

Présidente du Réseau Solidarités Internationales Armor (RESIA)

Merci. Je ne trouve pas cela très intéressant de parler de moi. Mais puisque c'est obligé, je ne suis pas du Sud. J'avais une grand-mère dans le Sud-ouest. Peut-être que c'est valable pour être à la table ronde. Mon engagement, très rapidement, sur la solidarité internationale, est parti d'un engagement sur les droits des femmes. Puisque je suis militante d'une association qui s'appelle La Marche mondiale des femmes, qui est une association, excusez du peu, qui s'occupe des droits des femmes dans le monde. À cette occasion, il y a des rencontres et des manifestations qui se sont faites dans des pays, en particulier africains. C'est là que j'ai commencé à me dire qu'il fallait que nous sortions un peu du questionnement que nous avions sur les femmes, ici, en Europe. Il y en avait d'autres ailleurs. La deuxième chose est que j'ai rencontré là-bas des militantes féministes qui m'ont bluffée, on peut le dire. Je pense donc que le premier échange que j'ai eu avec les gens du Sud est une espèce de choc. Nous avions des tas de choses qui étaient faites, etc. Là-bas, il y avait des tas de choses qui étaient en train de se faire. En plus de cela, ce dont nous nous sommes aperçus, en particulier sur les droits des femmes, c'est que les fondamentaux des questions étaient les mêmes qu'on habite à Ouagadougou, à Mur de Bretagne ou ailleurs. Cela a été la motivation. Je pense donc que d'emblée, les voix du Sud ont été évidentes. Pour finir, j'ai fini par être propulsée présidente du RESIA, que tout le monde connaît, qui est une association qui fédère une cinquantaine d'associations de solidarité internationale dans le département des Côtes-d'Armor, qui a un centre de documentation. C'est un centre Ritimo qui fait de l'accueil des jeunes, de la solidarité internationale, au sens où nous allons faire de l'éducation à la citoyenneté internationale. C'est une responsabilité assez fantastique parce qu'actuellement, nous nous battons contre le vent, les marées et le reste. Il y a un certain nombre de pékins politiques qui n'ont rien compris au monde, comme vous l'avez dit, Madame Salami-Dadkhah. Mais à la limite, cela nous donne du punch. Nous sommes donc contents aussi de participer à la reconstruction de la plate-forme dans la mesure où... ce que j'ai dit dans le film... je suis un peu gênée parce que d'habitude, je parle avec les mains. Là, je n'en ai qu'une donc que je suis gênée. Ce qui m'intéresse, c'est que, dans l'état actuel des choses, avec toutes les difficultés que nous avons, avec tous les replis qui se passent dans tous les sens, avec toutes les difficultés au niveau personnel, que tout le monde a, le boulot, etc., nous avons quand même réussi pendant deux ans à mobiliser plein de gens qui ont des idées en commun et envie d'y aller. C'est fantastique.

Ardiouma Sirima

***Président de l'Union des Burkinabés du Grand Ouest de la France (UBGOF),
Président de la Fédération Française pour l'UNESCO (FFPU)***

Bonjour. Je commence par vous parler d'Ercé-près-Liffré. C'est une belle commune en Ille-et-Vilaine, d'où je viens. Je commence par là tout à fait par dessein. Vous aurez compris que je revendique ma double citoyenneté. Je suis burkinabé. Ayant fait mes études en France, j'ai commencé à travailler dans l'Éducation nationale il y a quelques années. Comme d'autres, et surtout ici en Bretagne, j'ai commencé à participer au réseau ABCIS, dont je suis un des membres fondateurs. Ce parcours de 15 ans, j'ai pu le vivre avec les acteurs bretons, ici. Je vois des visages amis dans la salle, avec qui nous avons partagé de beaux combats. C'est intéressant d'un double point de vue, parce que les combats qui m'intéressent ne sont pas les combats qui m'enferment dans mon identité originelle. C'est vrai, j'ai porté des combats concernant le Burkina Faso, par exemple, avec l'affaire Norbert Zongo, ce journaliste qui a été assassiné. Il y a de nombreux amis dans cette salle, ici, qui nous ont aidés à batailler pour la vérité et la justice pour ce journaliste. Mais il n'y a pas que ce combat-là. Il y a aussi d'autres beaux combats comme éduquer les

jeunes, ici, dans les collèges et les lycées, à cette éducation à la compréhension internationale, que j'ai partagés aussi, avec beaucoup. Ces combats m'ont propulsé dans le réseau du club Unesco, où j'ai eu l'honneur d'être élu Président en mai dernier. Comme cela, je vois la citoyenneté internationale et donc la solidarité internationale. Elle se construit de façon modeste, mais toujours avec l'ouverture vers les autres, en me disant que partout où je suis, je peux vivre heureux, à condition que je sois accepté. C'est le cas en Bretagne en tout cas. Mais c'est aussi une chance qui me permet de dire que le Burkina Faso est aussi une terre d'accueil, qui est dans une certaine dynamique. Je vais y revenir tout à l'heure, brièvement.

Florence Quéré

Présidente de l'association Cœur au Mali

Bonjour, je suis Florence Quéré, Présidente de l'association Cœur au Mali. C'est une association qui œuvre pour le Mali, comme son nom l'indique. Pour ma part, je me suis retrouvée dans cet engagement de solidarité internationale un peu par hasard. J'étais plutôt une personne qui aimait voyager. Par hasard également, je me suis retrouvée au Mali. J'ai rencontré plusieurs personnes qui ont manifesté ou exposé leur motivation pour accompagner le développement de leur pays. À mon retour, je me suis dit que je pouvais peut-être également contribuer ponctuellement. À l'origine, je pensais faire une action pour aider ce pays. Une fois parti dans l'engrenage de la solidarité internationale, il est difficile de s'en défaire puisque c'est très motivant. Cela a été également le moment où je changeais de profession. Finalement, cela convenait bien puisque je travaillais sur de la gestion de projet en France et que j'ai mis à profit cette expérience pour développer des actions de l'association Cœur au Mali. Nous nous engageons dans différents domaines : le domaine de l'accès à l'eau potable. Nous construisons des puits à grand diamètre. Nous nous engageons également pour développer l'éducation et la formation professionnelle. Pour cela, nous nous appuyons sur des partenaires locaux qui nous accompagnent dans les projets.

Tahir Thiam

Président de l'association Jeunesse et Développement

Bonjour, moi, je viens de Redon, au Sud de la Bretagne, le Sud du Sud. Je suis originaire du Sénégal, et pas du Burkina. Je travaille comme chargé de projet chez un bailleur social et j'interviens dans les quartiers populaires, notamment en ce moment à Nantes, où j'accompagne les familles qui sont confrontées à des problèmes de nuisibles, pour les mettre dans une dynamique de participation notamment sur la politique de la ville. Je fais tous les quartiers populaires du Grand Ouest, Brest, Quimper, Morlaix, où je vais à la rencontre des habitants. Il s'agit de renforcer le lien social, le bien-vivre ensemble dans ces quartiers-là. En tant que bénévole, depuis que je suis arrivé en France, j'ai monté l'association Jeunesse et développement, avec le constat que c'est un peu biaisé, pour les jeunes Bretons, quand on leur parle de la solidarité internationale. Les Africains assistent à cela sans y prendre part et il y a une image un peu tronquée. J'ai donc essayé, depuis que je suis en Bretagne, depuis 20 ans, d'accompagner, quand je pouvais, ces jeunes-là. Dans mon association, nous ne sommes pas nombreux. Nous sommes trois : ma femme et un ami. C'est l'occasion ici de remercier Maryline. Parfois, je viens avec beaucoup de documents et elle m'accompagne pour rentrer dans les cadres, avoir une subvention de la Région. Parce que c'est très difficile. Mais grâce à elle, nous avons monté beaucoup de projets. Je suis là pour en parler. J'ai participé à la Maison internationale de Rennes, où j'étais administrateur. J'ai accompagné pendant trois ans le Conseil départemental d'Ille-et-Vilaine sur la mise en place du comité consultatif de la solidarité internationale. Ce qui me passionne, c'est aller titiller un peu les élus sur leur vision de leur politique de solidarité internationale. Je suis donc très content d'être là. Après, le débat m'intéresse. À Redon, où l'agglomération vient de changer de statut, je travaille avec les élus sur la mise en place d'une politique de solidarité internationale. Pour Redon, ils ont l'impression que je leur parle en chinois. Parce que pour eux, c'est différent. Ils ne savent pas ce qu'est la solidarité internationale. Il y a donc beaucoup de chantiers où j'essaye de naviguer en solo, mais avec beaucoup d'appétence et d'envie de changer.

Renaud Layadi-Animateur Région Bretagne

Merci. Nous allons commencer à parler du sens que, déjà, le Nord, c'est-à-dire vous, donne à la solidarité internationale. Nous allons voir comment il est reçu. C'est le premier point. Nous attaquons par le plus basique, et c'est-à-dire par voir quelle signification vous donnez. Évidemment, prioritairement, c'est Catherine Desbruyères Florence Quéré qui vont être mises à contribution, mais pas uniquement. Comme nous avons un peu de temps, nous pourrions parfaitement faire appel à la salle. D'ores et déjà, il y aura un appel à la salle. Puisque nous avons une certaine marge, nous allons essayer de favoriser une approche qui soit participative. Même s'il y en a déjà une à travers les différentes situations de travail qui vous ont été proposées hier en atelier.

À quoi cela sert, pour vous, la solidarité internationale, à la fois d'abord en tant qu'association ? Et puisque nous allons nous intéresser à un réseau d'associations, le RESIA, comment Catherine Desbruyères voit-elle plus généralement le sens qui est donné à toutes les associations, à la solidarité internationale ? Florence, d'abord, peut-être, comment voyez-vous votre action ? Quel sens vous lui donnez ?

Florence Quéré

Le sens que je donne aux actions de Cœur au Mali est à deux niveaux. Dans un premier temps, c'est de créer du lien au niveau local. Parce que nos projets s'appuient sur notre réseau en Bretagne, voire même au niveau communal, quasiment. C'est de créer des liaisons, des échanges intergénérationnels, de créer des manifestations pour que la population se rencontre. Nous sommes donc plutôt sur des objectifs de développement d'événements pour créer du lien déjà au niveau local. Cela peut être sous forme de festivals, où nous avons eu jusqu'à 200 bénévoles qui collaboraient. C'est du lien avec les écoles, des interventions régulières dans les écoles. C'est du lien avec les autres associations locales pour la création de manifestations sportives, etc. Il est question que nous mettions à profit ces échanges pour aider les villages que nous soutenons depuis 2002. Dans un premier temps, c'est donc vraiment faire se rencontrer les personnes autour de nous. Le sens que nous avons, que nous donnons, c'est d'impliquer les bénéficiaires de nos actions pour que nous les écoutions et pour contribuer aux attentes spécifiques qu'ils ont dans le cadre de la solidarité internationale.

Renaud Layadi

Très bien. Je rappelle quand même que Cœur au Mali, c'est un joli bilan. Il y a beaucoup de puits qui ont été creusés.

Florence Quéré

Le bilan est que depuis 2002, c'est un peu plus de 480 000 € investis sur place. C'est la réalisation de 38 puits, 37 à grand diamètre et un forage, au 31 décembre. C'est trois écoles, un dispensaire, une pharmacie, du soutien dans le monde agricole par l'achat de petits matériels tels que des batteuses, des moulins, etc. C'est donc assez varié, mais tout à fait classique pour une petite association telle que la nôtre. Je pense que le sens que nous donnons, c'est vraiment l'écoute des partenaires. Parce que ces dernières années, nous avons plus de résultats au niveau local depuis que nous avons impliqué davantage nos correspondants locaux dans le choix des projets. En 2002, quand nous avons démarré, déjà, nous n'étions pas impliqués dans un réseau. Nous avons donc fait un peu comme nous pensions. Nous nous rendons compte que nous avons évolué dans nos pratiques, dans la façon de mener les projets depuis l'origine de l'association, et que les résultats sont nettement meilleurs aujourd'hui. C'est donc vraiment un constat qu'il faut s'appuyer sur les expériences des autres associations et surtout bien écouter les attentes des bénéficiaires.

Renaud Layadi

Très bien. Catherine Desbruyères, en tant que présidente de réseau, d'abord, quelle est votre perception du sens qui est donné par les différents membres sur la solidarité internationale ? Cela vous concerne aussi parce que je crois qu'il y a un engagement énormément sur le jour, le droit des femmes.

Catherine Desbruyères

Oui, il me semble que deux des missions du RESIA, qui est donc un réseau d'information et de sensibilisation à la solidarité internationale et à la citoyenneté, concernent deux cibles, deux publics. Je n'aime pas le mot « cible », mais il n'y a que celui-là que j'ai trouvé. Les premières sont nos associations adhérentes et leurs membres. Nous faisons allusion depuis un moment à l'évolution du monde, à l'évolution de la prise en charge. Depuis les années 60 à maintenant, la façon de voir le monde a beaucoup changé. Pour revenir un tout petit peu en arrière, quand nous pouvions collaborer avec le Département des Côtes-d'Armor, nous avons fait quelque chose de très intéressant. Nous avons été associés à la définition des critères qui permettaient de lire une demande de subvention. C'est une chose très intéressante parce que nous étions dans une commission qui donnait un avis consultatif. C'est toujours le politique qui décide. Mais dans cette commission, nous travaillions sur la progression d'une association sur le plan de l'environnement, sur le plan de la prise en compte des rôles des femmes et des hommes dans la société, etc. En voyant régulièrement les demandes de subventions, le RESIA se débrouillait, et ce n'est pas trop facile, nous n'avons pas toujours eu un public énorme, pour monter des formations de façon à ce que toutes ces associations progressent dans leur façon de faire. Au fur et à mesure que les années passaient, je trouve que nous avons vu des associations qui avaient vraiment changé de modèle. C'était vraiment extrêmement intéressant. Je pense que c'est ce qui se passait quand nous avions ces possibilités. Nous le faisons autrement. Je pense qu'effectivement, la montée en puissance de la qualité du travail du monde associatif est une chose importante.

Le deuxième grand public, la deuxième grande cible, c'est ce qu'on appelle le public. Si jamais quelqu'un a une idée pour savoir comment nous pouvons aller toucher réellement le grand public, il faut qu'il le dise. Parce que c'est important. Il faut communiquer sur les idées que nous avons. C'est la chose difficile. Nous sommes dans une société qui est extrêmement dangereuse. Hier, mon mari, qui fait partie d'un groupe qui s'occupe de migrants, est allé dans une petite commune de la région de Collinée parce que le Maire de cet endroit avait envie de réhabiliter un centre pour en faire un centre d'accueil des réfugiés. Ils ont appelé au secours des gens qui étaient sur des actions migrantes parce que les gens du Front national ont débarqué en masse. Ils ont eu une soirée éprouvante, avec des insultes. Ils ont eu un mal fou à s'exprimer. C'est anecdotique, mais cela s'est passé hier, ici, chez nous. Vis-à-vis de cela et de cette espèce de repli généralisé qui est intériorisé... de temps en temps, et cela doit vous arriver, nous rencontrons des gens qui nous disent « c'est bien ce que tu fais, mais tu sais, il y a d'autres trucs quand même ». C'est une espèce d'ambiance généralisée. Qu'est-ce que les associations de solidarité comme le RESIA, comme vous, comme d'autres, et qu'est-ce que la plate-forme va pouvoir faire pour que cela bouge ? Nous sommes en danger. C'est aussi la démocratie qui est en danger. Qu'est-ce que nous pouvons faire là-dessus ? Qu'est-ce que nous pouvons développer ? Ce qui m'intéresse, c'est de continuer, avec d'autres, de façon à être capable d'avoir un argumentaire de qualité, de trouver de nouvelles idées pour aller voir ce public qui est un peu loin de nous. Au lieu d'attendre une confrontation comme cela, que faisons-nous pour que les choses, pour que les lignes bougent et que nos idées, qui sont des idées que je trouve sympathiques, avancent ?

Renaud Layadi

Merci. Y a-t-il des choses à ajouter ? Je rappelle ce que vous avez dit depuis le début. Il y a une approche sur la convivialité qui est importante. Il est question de permettre aux gens de se rencontrer. Nous sommes vraiment donc sur le fonctionnement des associations. C'est aussi de répondre à des besoins. C'est une lutte contre une sorte de repli généralisé. L'idée, c'est d'aller vers les autres. Est-ce que d'un point de vue plus technique également, et toujours sur le sens que vous donnez à votre action, il y a des choses à ajouter ? Pour le moment, nous avons, côté Sud, à répondre à des besoins. Mais y a-t-il d'autres choses ?

Marité Esnault, Bretagne Commerce Equitable Nord-Sud

J'ai un peu de mal à m'exprimer alors peut-être que vous allez devoir être indulgents. Je suis rentrée dans la solidarité internationale par l'intermédiaire de personnes au Pérou, dans les bidonvilles de Lima. Là-bas, c'est truffé d'ONG. Plus cela allait, moins cela allait. Lima est passé de 6 millions à 10 millions

d'habitants. Pourquoi ? Parce que les gens descendent des Andes, ne pouvant plus vivre de leur production, pour la bonne raison qu'on achète le café, en l'occurrence, le moins cher possible. D'abord, on les vole. Ensuite, on leur fait l'aumône. On aime bien faire l'aumône. Pour moi, la « charité », je ne fais pas une croix dessus, mais je pense que s'il y avait plus de justice, il y aurait moins besoin de charité, d'une part. Les gens du Sud, ce qu'ils demandent, c'est que nous tenions compte de leurs besoins. Nous avons reçu dernièrement des producteurs de coton, des Burkinabés et des Maliens, qui font du coton bio et équitable, qui arrive sur les quais de Laval, à TDV Industrie, et qui reste sur le quai parce qu'il n'y a pas de demande. La demande de ces gens-là est que nous leur achetions leurs produits à des prix normaux, qui vont leur permettre de vivre, d'envoyer leurs enfants à l'école, d'avoir une vie décente et en plus, avec la prime au développement, de prendre eux-mêmes en charge l'éducation de leurs enfants, par exemple, ou bien les soins. Nous, nous sommes tombés dedans quand nous étions petits. Nous n'avons pas besoin de tout cela. Il est aussi question de faire en sorte qu'il y ait des cultures vivrières. Par exemple, au Mali, c'est du coton une année, en rotation avec du sorgho, etc. Ce que chacun peut donc faire ici, c'est, en achetant un produit du commerce équitable du Sud, de répondre à leurs demandes. Sinon, voilà ce qui se passe par exemple dans les bidonvilles de Lima : les gens s'agglutinent là. On commence par faire une migration vers les grosses villes et après, en dernier recours, on émigre. Les migrations économiques, et je ne parle pas des migrations politiques, découlent aussi de cela. Nous retrouvons les enfants dans les rues, avec la drogue, la délinquance, etc.

Renaud Layadi

Oui, c'est un sujet que nous retrouvons dans à peu près toutes les grandes villes. Est-ce qu'il y a d'autres choses à ajouter avant que nos collègues burkinabés et sénégalais y répondent ? Oui.

Alain Diulein

Je voudrais répondre à ces deux conversations. Je soutiens complètement ce que vous avez dit. Dans notre progression, dans notre expertise en solidarité internationale, nous sommes vraiment partis de loin. Madame parle de charité et elle a raison. Encore maintenant, lorsque nous parlons de solidarité internationale avec des gens qui sont à côté de nous, qui sont nos amis, etc., c'est toujours très positif, mais nous arrivons très vite à la charité, à l'aide. « Vous les aidez ? Ça va ? Qu'est-ce qu'ils vous disent ? » Mais nous n'en sommes plus là du tout. Effectivement, nous sommes en train d'évoquer le fait qu'il y ait des gens qui soient exploités. C'est vrai. C'est très difficile. Ce que nous avons appris quand même, souvent, c'est que c'est un nouveau partenariat qui arrive, avec des correspondants sur place qui puissent aussi faire le lien entre nous. Surtout, c'est l'interculturel, apprendre à se connaître, apprendre à penser différemment. C'est un peu comme quand nous apprenons une langue. Lorsque nous rêvons dans la langue, cela va mieux. Je ne vais pas vous dire que nous sommes vraiment très forts. Mais ce qui me rassure, c'est que nous avons vraiment progressé. Nous sommes loin encore, et nous faisons encore des bêtises. Nous faisons encore nos blancs. C'est clair. Dès que cela n'avance pas, il faut que nous donnions des préconisations. Mais enfin, nous progressons. Évidemment, je parle pour ma chapelle. Un comité comme nous allons le faire là va nous aider encore à progresser, je pense.

Renaud Layadi

Merci. Nous allons juste prendre trois interventions sur cette question. Vous allez les faire courtes. Mais ne vous inquiétez pas, il y a encore deux questions derrière.

Christine Delacôte

Groupement Educateurs sans Frontières (GREF-Bretagne)

Très rapidement, je ne sais pas si vous avez écouté le discours du président du Ghana lorsque Emmanuel Macron est venu faire une intervention au Ghana après avoir fait son intervention à Ouagadougou. Il a très clairement dit aux jeunes qui étaient en face de lui « nous, nous ne voulons pas d'aide. L'aide entretient l'assistanat. C'est à nous, pays, de nous prendre vraiment en charge. » Là, il a insisté. Si de l'argent vient de l'extérieur, on va le prendre. Parce que cela nous permettra effectivement d'investir, d'apporter des moyens. Mais c'est à nous, pays, de nous développer. On a toujours effectivement besoin

d'une aide d'urgence, humanitaire, quand il y a une catastrophe. Mais c'est vrai que l'aide entretient l'assistanat, entretient également la corruption. Il faut le savoir. Nous le savons tous. Je rejoins donc un peu ce que disait Alain. C'est une autre démarche que nous devons avoir, qui est une démarche de coopération, d'échange. Parce qu'il est toujours intéressant de connaître l'autre. Nous les connaissons, ils nous connaissent. C'est donc toujours intéressant de pouvoir mutualiser aussi nos façons de penser. Mais c'est vraiment toujours en partenariat que nous devons travailler, avec les institutions et avec la société civile. Ce n'est pas seulement la société civile : il faut engager tout le monde.

Il y avait une question que j'avais envie de poser à Florence, je crois. Pour les puits qui ont été développés, est-ce que par exemple cette action, qui est intéressante, se fait dans un plan de développement local en quelque sorte pensé par la région où cela se passe ? Est-ce qu'il y a une politique de développement qui accompagne ce qui a été fait sur les puits, les écoles ? Parce que les écoles, nous en construisons. Nous le voyons bien en Afrique. Nous en construisons beaucoup. Mais si cela ne s'accompagne pas de la formation des enseignants... je suis dans l'éducation et nous nous rendons compte que construire des écoles, ce n'est pas du tout suffisant. Au contraire, cela peut même être une catastrophe. Je pense au Niger, où 50 % des enfants ne savent ni lire ni écrire à l'issue du CM2. Ils ont donc perdu leur temps. Il y avait un Nigérien qui disait que cela leur coûte cher de faire de l'analphabétisation, c'est-à-dire d'avoir des enfants qui ne savent ni lire ni écrire.

Renaud Layadi

Sur l'Afrique de l'Ouest, je pense quand même qu'il y a une sacrée différence entre les pays de la bande Sud-sahélienne et puis par exemple le Ghana, le Sénégal qui, eux, sont sur des rythmes de développement totalement différents. Au début, nous parlions des Suds. Je crois que c'est important aussi parce que les associations, comme Cœur au Mali, agissent, interviennent sur des situations très difficiles localement. Il ne faudrait pas qu'une approche invalide l'autre.

Aïssata Boncana

Collectif des organisations de solidarité internationale issues des migrations (COSIM Bretagne)

Je suis aussi du Mali et je voulais poser une question à Madame Quéré. C'était pour savoir comment vous avez choisi votre zone d'intervention au Mali.

Renaud Layadi

Nous allons y venir. C'est la question d'après. Nous allons intervenir là-dessus, sur les modalités de sélection des domaines. C'est la question d'après.

Jean-Marie L'harridon

Groupement Educateurs sans frontières

On peut répondre juste un petit mot. À quoi sert la solidarité internationale ? Je pense que cela sert à cultiver une utopie, mais une utopie réaliste. Pour moi et beaucoup de camarades qui travaillons sur l'éducation, c'est de développer un sens mondial commun, sur lequel pourront s'appuyer de véritables politiques de développement. Il n'est pas question d'aide, il n'est pas question de charité. C'est de construire de façon collective un sens mondial.

Renaud Layadi

Très bien, deux autres interventions au fond. Après, nous allons demander rapidement une réponse de Florence Quéré, mais en deux mots. Surtout, nous allons nous intéresser au cœur de la question avec Ardiouma et Tahir, qui vont réagir à ce qui vient d'être dit.

Alain Le Sann-CRISLA

Je voulais prolonger ce qui vient d'être dit. Je pense qu'il faut sortir un peu de cette logique aujourd'hui Nord – Sud. Non pas que les inégalités soient absentes, au contraire. Mais nous sommes dans une

problématique qui va aujourd'hui bien au-delà. C'est-à-dire que nous avons des problèmes communs, pays développés, etc. Nous avons tous des problèmes à résoudre. Nous avons besoin de les résoudre ensemble. J'ai connu une expérience que je continue à vivre un peu. Je pense que c'est vers là qu'il faudrait tendre. C'est essayer, si nous voulons vraiment avoir une expression de tout le monde, de créer des associations qui ne soient pas simplement des partenariats, mais qui soient des associations communes. C'est-à-dire qu'il n'y a pas d'un côté à l'association du Nord et de l'autre côté l'association du Sud. Il faudrait une structure commune. J'ai vécu cela dans une structure mondiale, internationale, où là, nous ne sommes plus de France ou du Sénégal. Si, nous le sommes toujours, mais nous appartenons à quelque chose qui essaye de résoudre les problèmes des uns et des autres, et à l'échelle, ensemble. Je crois que si nous voulons écouter la voix des autres, il faut être dans cette logique-là.

Lucie Leblay

La dame du COSIM n'avait pas fini.

Aïssata Boncana

Au Mali, comme vous dites, Madame Quéré, je ne sais pas dans quelle zone vous intervenez.

Florence Quéré

Nous intervenons dans la région de Kalikouro, sur la commune de Kalifabougou, Niamana. C'est à 70 km de Bamako.

Aïssata Boncana

Je sais qu'il y a beaucoup d'associations, ici, qui interviennent dans la région de Mopti. Par rapport à la concentration de tous les acteurs qui interviennent, pour moi, c'est dans la même zone géographique. Je voulais savoir pourquoi les associations qui interviennent ne vont pas ailleurs. Parce que tout se concentre dans la même zone d'intervention.

Florence Quéré

Oui, nous intervenons à 70 km de Bamako. Mais il y a quelques années, nous intervenions dans la région de Nioro, plus au Nord, près de la frontière mauritanienne. Compte tenu de la situation politique dans le pays, nous gérons un convoi humanitaire chaque année. Depuis 2011, nous ne prenons plus le risque de le faire. C'est vrai que les actions au profit de ce village ont progressivement diminué, ne pouvant plus y accéder. C'est vrai que nous étions sur plusieurs zones jusqu'à présent. Maintenant, cela se concentre sur les deux dernières, dont celle proche de Bamako. Nous avons également une action de soutien éducatif et de formation professionnelle, basée sur Bamako, par l'intermédiaire d'un organisme malien, le GRADEM, qui est le groupe recherche action droit enfant Mali, et qui pilote des activités dans des zones rurales via trois ou quatre antennes régionales.

Renaud Layadi

Très bien, merci.

Titouan Pillement

Conseil régional des jeunes de Bretagne

Bonjour, je m'appelle Titouan Pillement, j'ai 17 ans. Je suis au Conseil régional des jeunes de Bretagne. Je voudrais revenir sur la première intervention qui a été faite. Dans la commission où je suis, la Commission solidarités, nous avons pu rencontrer un étudiant du Niger. Il a pu nous parler un peu des problèmes qui existaient là-bas. Pour l'éducation, faire des écoles, je trouve cela aussi très bien. C'est vraiment un très beau principe. Mais quand nous ne payons pas les professeurs qui sont dans les écoles, c'est sûr que cela peut provoquer des grèves. C'est donc aussi pour cela que je pense qu'il y a un problème d'illettrisme. Je voudrais aussi revenir sur cela pour parler de la dépendance financière des anciennes colonies françaises, au Niger, au Mali ou dans d'autres pays, qui dépendent du franc CFA. Je trouve que

c'est une aberration de continuer sur ces bases-là, du fait que les pays doivent payer des impôts à la France. Il faut que nous nous questionnions sur les besoins qu'ils ont alors que nous avons les moyens de faire quelque chose pour plus leur donner les moyens, eux-mêmes, de résoudre leurs problèmes.

Renaud Layadi

Je vous rappelle quand même que le questionnement porte sur le sens que vous donnez à la solidarité internationale. Je veux bien que nous questionnions le franc CFA. Mais je crains qu'on ne résolve pas cela aujourd'hui. Mais c'est un point qui est important.

Une dernière interrogation et ensuite, nous allons laisser la réponse.

Maurice Haslé-Président de l'association Guesnou Mali

Merci. Je représente l'association Guesnou Mali. Nous travaillons depuis 15 ans au Mali, à Neguela, entre Kati et Kita. Je ne fais pas le catalogue de toutes nos actions, bien sûr. Nous mettons l'accent sur l'éducation. Cela veut dire l'aide aux écoles, la création de bibliothèques, d'une cantine, et une campagne d'alphabétisation pour les femmes, en bambara. Nous nous appuyons bien sûr sur une ONG compétente, malienne. Il y a quelque chose qui n'a pas du tout été évoqué et que je voudrais évoquer. C'est comment gagner la confiance de nos partenaires. Car partenaires, bien sûr, il y a. La plupart de nos initiatives, de nos projets et de nos réalisations sont à l'initiative d'ailleurs de nos partenaires. L'équivalent de notre association, c'est la coordination de la société civile de Bossofala. Ainsi s'appelle la commune. Cette coordination est composée de délégués des 17 villages de la commune, pour vous dire donc il y a un fonctionnement démocratique, que nous encourageons. Comment avons-nous obtenu la confiance de nos partenaires ? Je dirais que nous l'avons fait de deux façons. Une première fois, quand une délégation malienne de nos partenaires est venue dans notre commune, pendant une dizaine de jours. Je ne veux pas dire tout ce que nous avons fait. Ils ont découvert l'élevage, l'agriculture bretonne, etc. Mais leur bilan, et c'était très intéressant, était de nous dire que nous avions tout, ici. Ils nous demandaient ainsi pourquoi nous allions chez eux. Cela voulait dire qu'il y avait donc dans leur esprit, encore, un petit relent de colonialisme. Le blanc débarquait. Il était là officiellement pour aider, mais enfin, peut-être qu'il y avait autre chose aussi. Malheureusement, et je rejoins mon prédécesseur qui vient de parler, le néocolonialisme se porte toujours bien en Afrique. Nous sommes bien d'accord. Je ferme la parenthèse.

Deuxièmement, nous travaillons avec la Mairie de Guesnou dans le cadre de la coopération décentralisée. Nous travaillons ensemble. Alors, nous avons pris une initiative, qui a d'ailleurs étonné certains membres de l'association au départ, celle d'un volet culturel. Nous nous sommes dit que nous aidons... parce que même s'il est politiquement correct de dire qu'un responsable africain ne veut pas d'aide, il a besoin d'une aide financière, d'une technique, même si cette aide technique, dans notre cas en tout cas, vient de l'Afrique elle-même. Nous nous sommes demandé ce que nous pouvons attendre de nos partenaires, ce qu'ils peuvent nous apporter. Ils peuvent nous apporter énormément de choses. Il y a bien sûr la connaissance du terrain, avec des personnes ressources sur place, etc. Mais nous avons pensé à un volet culturel. Nous avons organisé des veillées de contes. Cela existait, cela commence à se perdre. Nous avons donc collecté des contes, des proverbes, des devinettes.

Renaud Layadi

Concentrons-nous sur le sens.

Maurice Haslé-Président de l'association Guesnou Mali

Oui, mais chaque texte a été présenté avec son auteur. Cela a donné une fierté incroyable à nos partenaires. Leur culture traditionnelle était reconnue par le blanc. Non seulement elle était reconnue, mais elle était vendue ici justement pour financer les campagnes d'alphabétisation. C'est-à-dire que le savoir traditionnel allait servir à l'éducation des nouvelles générations. Cela a aussi été fondamental pour ce climat de confiance et d'efficacité de nos actions. Je vous remercie.

Renaud Layadi

Merci. Je fais un résumé général et je demande ensuite une réaction. D'ores et déjà, sur le prochain domaine, parce qu'ils vont devoir réagir, mais j'aimerais bien également qu'ils commencent à réfléchir. Le deuxième domaine va concerner les modalités de sélection des domaines, justement. Cette fois-ci, nos amis burkinabés et sénégalais vont parler des modalités d'expression des besoins. Ce sera intéressant. Mais dans un premier temps, ils vont réagir à ce qui s'est dit. Que voit-on ? On voit que sur vos modalités de coopération, finalement on essaye d'être gagnant des deux côtés. Du côté breton, c'est super important, parce que nous savons très bien qu'une association de solidarité internationale sert à faire se rencontrer des gens qui vont travailler ensemble, qui vont exprimer une convivialité, qui vont permettre justement de se voir régulièrement, d'avoir un projet qui pousse et qui est visiblement utile, et qui va permettre d'impliquer des gens avec plein de compétences différentes. Il y a un autre domaine qui est aussi, cette fois-ci, approché sur l'interculturel, sur le partenariat, sur l'idée de cultiver une utopie réaliste, donc d'être capable de monter un projet ambitieux et d'avancer petit à petit. Idéalement, il y a également l'objectif de gérer des problèmes communs, mais également, et c'est très important, car c'est l'une des conditions de succès probables, de travailler en confiance.

À propos du Mali, nous avons pas mal parlé de toute cette zone du Sud Sahel. Mais nous avons demandé à Monsieur Sirima comment il reçoit l'ensemble de ces idées, de cette approche sur le fonctionnement. Est-ce que cela lui permet une meilleure compréhension entre les deux partenaires ? Ensuite, nous demanderons à Tahir Thiam aussi, qui a été d'accord avec certaines des choses qui ont été dites.

Ardiouma Sirima

Je dirais qu'en effet, avoir des moments comme celui-ci, qui permettent de s'arrêter sur les actions menées, pendant longtemps, cela a pu être considéré comme du temps perdu. Maintenant, ce n'est pas du temps perdu. C'est aussi un vrai moment de l'action de solidarité internationale que de poser la réflexion sur ce que nous faisons. C'est aussi une façon de situer le moment de l'action. Il est clair qu'il y a 20 ans, nous menions les actions de solidarité internationale d'une façon, et cela a été dit dans la salle... il y avait encore un modèle, c'est-à-dire des capacités à transférer des compétences, en tout cas de rendre des services du Nord vers le Sud, si je schématise un peu. Mais nous ne sommes plus dans un modèle à transmettre. Au Nord comme au Sud a surgi une crise qui frappe un peu tous les Etats et qui inquiète l'humanité entière, qui est que cela met en difficulté tous les modèles. Il n'est pas certain aujourd'hui qu'il y a un modèle viable qui serait à copier, au Sud comme au Nord. Du coup, c'est une préoccupation nouvelle qui apparaît. C'est ce que je retiens déjà, c'est-à-dire qu'il y a 20 ans, au Sud, que disions-nous ? Vous connaissez l'expression. La main qui donne est toujours au-dessus de la main qui reçoit. C'est donc la charité. C'est intéressant, en effet, mais cela ne peut pas enclencher le développement. C'était la critique venue du Sud. Le Nord, ici, a répondu en disant en effet qu'il faut que nous ayons une distance critique sur nos actions. Si nous continuons uniquement à « changer le pansement » au lieu de « penser aussi le changement », rien ne va bouger. C'est donc toute la difficulté qui s'est posée il y a 20 ans. Mais nous ne sommes plus il y a 20 ans. Nous sommes aujourd'hui en 2018. Ce nouveau contexte qui surgit, à mon avis, a des tendances négatives comme positives. Dans les tendances négatives, nous voyons qu'il y a quand même le repli sur soi. Ce n'est pas seulement au niveau des individus, mais au niveau des États, et même de grands États, qui sont plus sur la démarche « United States first », soit les États-Unis d'abord. OK, cela renvoie à quoi ? Au repli identitaire, alors qu'une des grandes conquêtes du XXe siècle a été de dire, après la Deuxième Guerre mondiale, que les problèmes qui surgissent doivent être traités de façon multilatérale. Personne, même la plus grande puissance à elle seule, ne peut trouver la solution pour tout le monde. Je pense que c'est cela, le vrai sens de la solidarité internationale, la capacité à garder les acquis du XXe siècle. Je souhaite redire que nous sommes dans une situation où comme il n'y a plus de modèle à donner du Nord vers le Sud, cela, met peut-être tout le monde à égalité. Comment pouvons-nous réfléchir à un monde plus solidaire et plus juste, au Nord comme au Sud ? C'est pour cela que nous ne sommes plus dans une situation de savoir si nous allons donner la place aux acteurs du Sud ou pas. Ils n'ont qu'à la prendre, pardi ! S'ils ne la prennent pas, tant pis. Mais ils vont la prendre. Et c'est justement le volet positif que je vois dans le contexte d'aujourd'hui, qu'il y a un bouillonnement formidable dans le Sud justement. Il y a des

alternatives dans tous les domaines. Peut-être que nous allons y revenir dans la partie deux de notre débat. Mais il y a un foisonnement d'initiatives aujourd'hui. Si nous prenons le cas de l'Afrique, les acteurs du Sud, la société civile africaine est précisément celle qui donne le la aujourd'hui et qui bouscule les États. La question de la démocratie aujourd'hui a été posée et est posée par les acteurs de la société civile. Voyez un peu ce qui se passe au Togo, au Sénégal, un peu partout, au Burkina, avec l'insurrection de 2014, etc. C'est juste pour dire que nous sommes dans un nouveau contexte. Pour moi, la solidarité internationale, dans ces conditions, c'est comment nous allons habiter intelligemment le monde ensemble désormais. C'est tout. Et il est question de le faire sans que nous soyons contraints de tendre la main, avec cette fameuse expression de la main qui donne et qui est au-dessus de celle qui reçoit. Non, il nous faut être dans une situation où le Nord peut donner au Sud comme le Sud peut donner au Nord. Voilà une première réponse que je voulais faire.

Renaud Layadi

Très bien. Merci. Tahir ?

Tahir Thiam

C'est pour cela que c'est un plaisir d'être là : je ne crois pas à la solidarité internationale. Je suis contre. Parce que dans cette notion de solidarité, la réciprocité est que nous n'allons jamais voir des Sénégalais venir dans une commune pour construire une salle de classe. Ce n'est pas possible. Nous n'allons jamais voir des Sénégalais venir amener des cahiers ou même faire une réunion pour dire « voilà, vous, les agriculteurs, nous allons vous faire ceci et cela, nous allons faire du bio, des choses comme cela ». Ce n'est pas possible, c'est seulement dans un seul sens. Depuis que je suis arrivé, et cela fait 20 ans que je suis en Bretagne, ce qui m'a choqué en tant qu'Africain, c'est d'abord toutes les associations, les grandes ONG. L'Africain est un objet de pitié. Le noir est pauvre. Mais moi, quand je sors, et je fais beaucoup de quartiers populaires, à Redon, où j'habite... je n'ai jamais été pauvre, je n'ai jamais connu cela. J'ai travaillé pendant 10 ans avec ATD quart monde. J'étais volontaire, j'ai travaillé dans des décharges publiques. Ce qui me choque dès que nous parlons de solidarité, c'est qu'il y a quelque chose qui est tronqué, un peu galvaudé. Cela ne parle qu'aux initiés. Tout à l'heure, nous parlions de situations locales, mais certains ne savent même pas de quoi il s'agit. Parce que le lien entre solidarité internationale et solidarité locale ne se fait pas. Moi, Sénégalais, quand je parle à d'autres Sénégalais qui habitent Rennes, ils croient que je parle en chinois alors que je parle juste de solidarité et que je leur demande de venir participer. Ils me répondent que ce n'est pas leur réalité parce que cette forme de faire écrase toutes les solidarités locales au Sénégal. Dans une collectivité, il y a un budget, des élus, toute une organisation. Mais l'association qui arrive... nous ne tendons pas la main. Je n'ai jamais vu des Sénégalais tendre la main. On nous impose, on nous pousse à tendre la main. Vu que nous avons besoin d'argent, vu que nous avons besoin d'autre chose, nous tendons la main. Petit, j'étais à l'école. Nous n'avons jamais demandé quoi que ce soit. On nous donnait des cahiers, beaucoup de choses. Mais que faisait-on ? On le prenait pour aller le vendre au marché parce qu'on voulait juste avoir un ballon de foot. On ne nous a jamais demandé notre avis, mais c'était Caritas, pour ne pas les citer, qui nous amenait tout cela. Plus tard, j'ai compris que la fierté de mes parents était un peu écrasée parce que mon père aurait peut-être souhaité m'acheter un cahier, un crayon pour m'aider dans mon éducation. Mais il y a trop de choses. Nous ne verrons jamais des Africains venir avec un container de matériel pour faire une distribution dans une commune. Le droit à l'image existe ici. Mais pour toutes les associations, pour faire un bon rapport détaillé, pour faire du marketing social, pour avoir pitié des gens, il faut mettre un Africain, un enfant, une personne âgée en photo. Là, cela fonctionne. On touche autre chose, la pitié de l'autre. Nous n'allons jamais montrer le médecin africain en train de travailler, l'ingénieur africain, le mécanicien, etc. Alors qu'Adjourma le dit : il y a de bonnes initiatives. Cela se développe. Il faut l'Africain comme objet de pitié. Dans mon quartier, je connais beaucoup de jeunes qui sont passés par le MOOC. C'est que l'Européen, cela fait rêver. Cela incarne une réussite sociale, comme beaucoup le disent. Ici, le noir, c'est l'objet, la pitié, l'objet à aider, le bénéficiaire. Comment rompre tout cela ? Comment faire en sorte qu'il y ait une coopération plutôt, un partenariat ? Pour moi, ici, nous sommes peut-

être entre initiés, nous aimons bien les concepts, nous aimons bien argumenter, etc. C'est quelque chose qui nous rassure nous. Mais pour le Sénégalais lambda, j'ai beau lui dire que c'est de l'humanitaire, de la coopération, de la solidarité, il ne comprend rien. Il voit juste un blanc qui vient, qui va lui donner quelque chose. Après, l'autre va passer. Parce que nous sommes en Bretagne. Mais l'Aquitaine, la Loire-Atlantique, d'autres régions vont faire dans le même pays, la même région, les mêmes projets. Cette capacité à s'adapter suivant celui qui vient... il y a des experts au Sénégal. J'en connais. Quand je viens en disant que je fais de la solidarité, on me demande de quoi je parle, on me dit que je ne suis pas blanc. C'est-à-dire que même le noir que je suis n'est pas crédible pour faire de la solidarité internationale. Je fais juste de la solidarité. Pourquoi rajouter « internationale » ? En quoi est-elle internationale ? Parce qu'il y a un Européen et un Chinois qui vont le faire. Mais dites-moi où est la réciprocité. Qu'est-ce que l'Africain apporte à l'autre association ? J'en fais. J'ai amené beaucoup de jeunes. J'ai fait beaucoup de salles de classe. J'ai fait beaucoup d'actions. Je parle sous le contrôle de Marilyne, parce que j'ai envie de faire, je veux être utile. Mais quelque part, les gens ne me demandent pas tout cela. Ils ont appris à être de véritables consommateurs. C'est comme une pièce de théâtre. Qu'est-ce que nous voulons : acteur ou auteur ? Est-ce que nous voulons leur donner un rôle à jouer ? L'image que l'on me renvoie en tant que Sénégalais en Bretagne est très violente. Dans les gares, partout, on montre le noir. Ouest-France, leur publicité, ce sont des enfants qui ont soif. Moi, je n'ai jamais connu la soif. Je ne suis pas du Burkina. À Redon, je passe mon temps à dire que je suis Sénégalais, je passe mon temps à faire cela. Ce que je vois, c'est que nous sommes dans un contexte où ce qui se passe en Afrique, au Burkina, au Sénégal, etc. parle aux Européens. Tout le monde sait que nous sommes tous condamnés à réussir ensemble. Nous sommes condamnés à trouver, à être innovants, à chercher des solutions. Il y a un sociologue polonais, Bauman, qui parle d'une société liquide. Sur l'Internet, au Sénégal, les gens veulent avoir des Fab lab. Ils ne sont plus sur des cahiers, des crayons, etc. C'est fini. Cela n'existe plus. Des villages, j'en viens. Je suis de Dakar et je vais dans les villages. On s'adapte. Le partenaire qui vient nous dit qu'il va nous mettre de l'eau. Oui, mettez-nous de l'eau, si vous voulez. Mais après, il y a autre chose, nous pouvons aller plus loin. Dans chaque projet, dans toutes les participations, c'est toujours les plus actifs et les plus dynamiques qui vont en bénéficier. Mais les Sénégalais les plus pauvres sont exclus de tout, ne participent pas à grand-chose. Ils attendent. Mais moi, qui crée cette dynamique, comment je vais à la rencontre des plus pauvres pour les écouter, pour les mettre dans cette capacité d'agir ? Dans les quartiers où j'interviens, on parle du pouvoir d'agir, de l'empowerment, etc. Mais au Sénégal, comment mettons-nous cela en place ? Souvent, le plus actif ne veut plus jamais laisser sa place. J'ai un partenaire du Nord qui vient et qui m'accompagne sur un projet : c'est toujours moi qui vais être son référent. Je ne vais jamais laisser ma place à quelqu'un d'autre. L'association, c'est l'instance la plus démocratique et qui fonctionne bien. Au Sénégal, ce n'est pas comme cela. La loi de 1901, cela ne fonctionne pas comme cela au Sénégal. Je suis président de mon association, et point final. Cela fonctionne comme cela. J'ai fait amener mes cousins, mon voisin. Pour moi, il y a autre chose à imaginer pour sortir de ce fonctionnement classique.

[Applaudissements]

Renaud Layadi

Tahir, vous venez de faire une bonne transition. Je vois que malgré l'enclenchement d'un cycle schumpetérien de destruction-construction, tout le monde est resté dans la salle. Ce qui est quand même assez bon signe. Justement, là, nous avons vu qu'il y avait une page qui se tournait, mais que cela dépendait où. Parce que c'est sans doute le cas pour le Sénégal, mais la question est posée, je le répète, peut-être pour d'autres endroits en Afrique. Sénégal ne vaut pas Burkina et réciproquement. Maintenant, du côté d'Ardiouma d'abord, puis de Tahir, histoire de lui laisser reprendre son souffle, comment sélectionner, comment cibler les domaines et où sont les besoins ? Parce que nous le voyons bien, c'est ce que nous soulignons au début, c'est un continent qui évolue très vite et qui invente ses propres modalités de développement, bien souvent, notamment sur toutes les applications mobiles. C'est en Afrique que cela s'invente. Ce n'est donc

certainement pas une approche du sous-développement bête et méchant. Mais en revanche, la question que nous pouvons nous poser... maintenant, je vais être très embêté parce que le terme de solidarité internationale me paraît invalidé sur les actions de solidarité. Les actions de partenariat, comment les détecter, comment les trouver et comment créer des synergies ? Comment avancer ?

Ardiouma Sirima

D'abord, il y a le souci de coopération en effet. La question qui se pose à l'acteur de solidarité internationale, et gardons quand même la notion, même si nous pouvons la critiquer, de solidarité internationale, est de se demander comment mettre en place une relation égalitaire entre acteurs du Sud et du Nord à partir d'une réalité qui est objectivement inégalitaire. Parce qu'il faut voir les choses comme elles sont, objectivement. Il y a un niveau de développement au Nord qui est reconnu par tous les standards qui peuvent juger de l'indice du développement. C'est une donnée. Quand nous vivons dans cette sphère du monde, nous avons donc un certain niveau de vie, que nous n'avons pas au Sud. Quand nous voulons établir une coopération entre les deux, comment faire jouer l'égalité dans ces conditions ? Parce qu'au départ, nous ne sommes pas dans des situations égales. Je pense que c'est aussi un peu cela qui se pose. Nous ne pouvons pas tourner autour de cette question. Cela peut paraître peut-être une grande question philosophique. Non, c'est une question très pratique. Nous pouvons illustrer cela par trois exemples. Vous arrivez sur le terrain. Votre préoccupation est plus d'avoir un lien privilégié avec le chef du village, avec le maire. Les populations passent après. Avez-vous le souci, comme le disait Tahir, de regarder ce dynamisme qui se fait à partir des gens du quotidien ? Surtout, comment ils se battent pour transformer leur quotidien ? Ce n'est pas la même chose. Nous n'allons donc pas établir la même relation. Si nous sommes portés par la préoccupation de dire que notre action de solidarité internationale est de conforter ce qui améliore leur quotidien, nous allons nous en donner les moyens en conséquence. Mais évidemment, avec toute la légitimité qui leur est reconnue, bien sûr nous pouvons rester dans les relations plus au sommet. Mais si ce sommet ne travaille pas vraiment au bénéfice de la base, à quoi sert l'action de solidarité internationale ? C'est le premier questionnement.

Nous pouvons aussi nous dire que notre action, nous la menons depuis 15 ans, que cela se déroule bien, que nous aidons à la scolarisation, etc. En regardant de près, que voyons-nous ? En fait, vous n'avez contribué qu'à scolariser les enfants des notables du coin. Mais il n'y a aucun gamin de pauvres parmi les bénéficiaires. Question : dans cette fameuse place que nous construisons avec les acteurs du Sud, est-ce que cela va jusqu'au fait qu'ils décident aussi ? Les acteurs du Nord débattent et décident des critères du choix des bénéficiaires. C'est aussi un élément clé. Si cela leur tombe dessus comme cela, parce que c'est le Nord qui a voulu que ce soit tel ou tel gamin qui soit bénéficiaire, nous ne créons rien de structurant. C'est-à-dire que nous ne créons pas de dynamique qui va modifier durablement la situation. Comme nous le disions il y a 20 ans, nous sommes en train de changer le pansement. Mais le changement n'est pas enclenché.

Renaud Layadi

Comment trouver les bons leviers ? Comment trouver les bons domaines ? Comment cibler ? C'est cela, l'objectif. Je sens que Tahir bouillonne. Ensuite, nous revenons vers vous.

Tahir Thiam

Ce n'est pas que je bouillonne, mais j'aimerais bien répondre facilement. Moi, c'est trop facile. Je vis en Bretagne, je suis là. Pour répondre, je pense à cette double culture que j'ai en héritage. Je ne sais pas comment répondre à cette question. Peut-être que je vais vous proposer, quand vous écrivez cette notion de solidarité avec la main droite, d'essayer avec la main gauche, pour voir. Ce qui est facile d'un côté est difficile de l'autre. Dans cette dynamique de mots qui me parlent, etc., je peux le faire. Mais au Sénégal, je ne sais pas.

L'autre exemple que je peux donner, c'est que tout projet est fait pour changer une situation jugée insatisfaisante. Comme nous l'avons vu, ce sont des objectifs opérationnels, des résultats que nous

pouvons mesurer, une évaluation, etc. C'est-à-dire qu'à la fin, c'est solutionné. Depuis les années 60, le Sénégal, le Burkina, l'Afrique, c'est le continent des ONG. Pourquoi n'y a-t-il toujours pas une solution pérenne, durable et que nous ne sommes pas plus autonomes ? C'est comme le médecin. Je vais voir un médecin. Je suis malade. Il me donne un traitement. Je suis guéri. Je pars. Mais c'est comme un malade qui reçoit autant de médicaments tout le temps, mais qui est toujours malade et à qui on continue de dire qu'on réfléchit pour voir quel autre médicament on va lui donner. Il faut peut-être arrêter et voir l'environnement. Il faut peut-être regarder l'environnement des bénéficiaires, la place des élus, des techniciens. Au Sénégal, il y a beaucoup de compétences, beaucoup de professionnels, beaucoup d'expertises locales. Mais certaines associations qui arrivent écrasent tout cela et imposent une façon de faire. Encore une fois, beaucoup de Sénégalais ont le complexe du Français qui arrive. Moi, j'ai beau leur parler de projets, mais ils me demandent souvent quand les blancs vont arriver. Je n'ai aucune crédibilité. Encore une fois, c'est difficile de répondre parce que c'est une question de diagnostic, d'un état des lieux à copartager, à codéfinir. Tout à l'heure, vous avez parlé de diagnostic. C'est un état des besoins, ici et là-bas. Mais comment le faire ? Comment poser les choses ? Comment les mesurer tous ensemble ? Ce serait bien. C'est pour cela que je suis là, cela m'intéresse. Si vous avez une solution, je l'amène au Sénégal dès demain. Mais moi, je ne l'ai pas.

Ardiouma Sirima

Je me risque à quelques réponses. Encore une fois, l'idée est de dire, et je te rejoins là-dessus, qu'il y a des besoins. Nous disons que les actions de solidarité partent de l'expression des besoins. D'accord, mais on ajoute tout de suite les besoins « du Sud ». Je me dis que c'est bien, mais qu'il faut aussi exprimer les besoins du Nord. J'espère que les acteurs du Nord ont aussi des besoins. Lesquels ? C'est seulement à partir de là que nous pouvons mettre en place une coopération. Je rejoins mon ami Alain là-dessus puisqu'il a évoqué le fait de sortir un peu du face-à-face Nord – Sud, dans un contexte un peu plus de mondialisation. C'est vrai, même si cela ne gomme pas la réalité. Là, j'ai une réflexion qui me convainc bien, de quelqu'un qu'on ne présente plus dans les actions de solidarité internationale en France. C'est Gustave Massiah. Peut-être que certains le connaissent ou lisent ce qu'il écrit. Il nous alerte sur ce qu'il appelle les cinq grandes révolutions de notre époque. En gros, ce sont les cinq grands domaines que nous pourrions peut-être investir pour bâtir des actions de solidarité internationale. Il dit qu'il y a bien sûr la révolution écologique. Cela va de soi. C'est le réchauffement climatique, avec tous les besoins de dynamiques alternatives qu'il faut mettre en place. C'est un chantier formidable, qui frappe de plein fouet l'Afrique, mais pas uniquement. Je sais qu'au Burkina Faso, il y a pléthore d'initiatives dans ce domaine-là. Il y a ce qu'il appelle la révolution du droit des femmes. Il pense que c'est une donnée d'une autre époque et que cela permet, quelque part, de jauger notre civilisation de pouvoir mesurer où en sont les droits des femmes à l'échelle mondiale. C'est une vraie préoccupation. Là où nous voyons les crispations, qu'elles soient identitaires, culturelles ou même parfois d'ordre religieux, cela touche cette question du droit des femmes. Il y a donc sûrement quelque chose à faire. Il dit qu'il y a un troisième volet, la révolution numérique. Cela a été dit, je ne vais pas y revenir. Ce qu'il appelle la quatrième révolution, c'est la révolution du peuplement. Parce qu'il pense que les migrations ne sont plus à voir en termes de logique de frontières. Selon lui, c'est comme si l'humanité vivait une certaine période. Il y a de grandes périodes comme cela où il y a un repeuplement de la planète. Selon lui, nous sommes comme dans cette période où la planète est en train de se repeupler. Si nous ne voyons pas les migrations dans ce mouvement très global de repeuplement de la planète et que nous voyons juste cela comme des mouvements entre continents, nous pouvons passer à côté de la vraie analyse et donc des alternatives à mettre en place. C'est toujours Gustave Massiah qui parle. Mais j'emprunte volontiers sa réflexion. La cinquième idée qu'il avance, et que je partage complètement, et cela ne vous a pas échappé, c'est le combat pour l'égalité, qui est l'un des plus vieux combats de l'humanité, commencé depuis très longtemps. Le XIXe siècle l'a connu, le XXe siècle, etc. Mais il n'est pas épuisé. Sur l'égalité des droits, les droits ne sont pas à géométrie variable. Les droits des peuples ne sont pas négociables. Nous devons pouvoir accepter que les droits de l'homme soient à respecter partout et que par exemple, les droits des peuples à disposer de leurs richesses soient un bien fondamental. Il n'est pas normal que des multinationales décident de prendre en otage le destin de peuples entiers. Voilà donc les cinq grands

chantiers que je partage complètement, en tout cas que je reprends à mon compte. Cela peut structurer l'action de solidarité internationale.

Renaud Layadi

Très bien, merci. J'ai vu que Catherine était très intéressée par ce qui se disait.

Catherine Desbruyères

Oui, c'est hyper intéressant. Je vais rebondir sur le dernier objectif dont tu parlais. Pourquoi allons-nous au Mali, au Burkina ? Moi, j'étais au Kivu, en République dite démocratique du Congo. Pourquoi ? Parce qu'il y avait des femmes là-bas qui subissaient le viol comme arme de guerre et qui ont demandé à la Marche mondiale des femmes de faire une grande manifestation pour aller voir et écouter, et témoigner. Ce qui est intéressant, c'est que moi, j'ai appris plein de choses, en particulier sur l'immense énergie qu'avaient ces gens-là. Je me suis sentie très petite noire devant un grand blanc. Pourquoi je milite ? C'est justement ce que je disais tout à l'heure, dans les associations comme les nôtres, dans les associations d'éducation populaire... quand je suis partie au Kivu, c'était en 2010. On croyait que c'était un endroit où on produisait des légumes, avec des espèces de plantes bizarres qui s'appelaient ainsi. Le problème est qu'il y avait des milliers et des milliers de femmes qui se faisaient violer. Pourquoi ? Parce que dans ce pays-là, il y a ce qui constitue nos téléphones portables. C'est un raccourci, mais grosso modo, c'est quand même comme cela que cela se passe. C'est donc quoi le but de la solidarité internationale ? Ces femmes-là nous ont dit de venir voir. Alors, nous y sommes allés. Cela n'a pas été simple, mais nous y sommes allés. Nous avons écouté, etc. Depuis, je n'arrête pas d'essayer de trouver des solutions, des idées pour expliquer aux gens. Là-dedans, il y a des trucs sur lesquels vous êtes complètement concernés. À ce moment-là, on tombe sur une réflexion de consommateurs. C'est aussi ce que fait Artisans du monde ou toutes les structures de commerce équitable. Qu'est-ce que c'est que ces multinationales qui piquent des trucs ? Dans ces multinationales, il y a des entreprises européennes. Après, qu'est-ce que je fais ? Je fais de la politique, je ne peux pas faire autre chose. Je m'inscris donc dans des mouvements qui ont envie que le monde change. Cela mène très loin, la solidarité internationale.

Renaud Layadi

Néanmoins, cela ne répond pas à la question, qui est la sélection des domaines. Nous essayons d'avancer.

Catherine Desbruyères

Je ne réponds pas à la question. Je déteste répondre aux questions qu'on me pose. J'en pose d'autres.

Tahir Thiam

Juste pour compléter, je dis que je suis d'accord. Je n'ai pas de solution, mais comme je l'ai dit, cela me renvoie à quand je travaillais à ATD quart monde. Pendant des années, j'ai travaillé dans la plus grande décharge de Dakar, où les familles qui allaient y travailler nous confiaient leurs enfants pour leur permettre d'aller plus loin. Mais étant jeune, j'avais la fougue en disant qu'en tant que volontaire d'ATD quart monde, il fallait faire quelque chose. Nous n'avions que des livres. J'ai vu des enfants qui m'ont appris à distinguer les camions qui arrivaient, de l'aéroport, de l'hôpital, etc. Un jour, un enfant qui a mangé des produits avariés est décédé. Tout le monde s'est demandé ce qu'il fallait faire. Tout le temps que je suis resté à ATD quart monde, je n'ai jamais trouvé de solution parce qu'il fallait apprendre à témoigner et à être le porte-parole des sans voix, interpellé les élus, aller plus loin et leur permettre eux-mêmes d'avoir cette expertise de ce que nous avons fait. On est allé jusqu'aux Nations Unies pour parler. Peut-être qu'il faut écouter, oser écouter les plus pauvres, ceux du Sud, les pousser à parler pour eux-mêmes, à dire ce qu'ils attendent et comment nous pouvons les aider. Il ne faut pas parler à leur place. Peut-être que c'est arrêter de demander des subventions à la Région. Il est peut-être juste question

d'écouter, de connaître les gens. Tout doucement, peut-être que les solutions vont sortir de ces rencontres. Si nous demandons à tous les jeunes Sénégalais ce qu'ils veulent, ils veulent tous partir en Europe. Ce n'est pas une solution. Mais comment expliquer, comment les accompagner sur autre chose ? C'est cette co-construction.

Florence Quéré

Je vais réagir un peu à tous les échanges que nous avons pu avoir. De par notre expérience, je me suis vite rendu compte que de toute façon, il faut aller sur place pour faire les bons choix dans les projets. Il faut absolument se rendre dans le pays, aller voir la population et effectivement, pas que le Maire. Parce que ce n'est peut-être pas lui qui porte tout. Il faut vraiment aller échanger avec les bénéficiaires finaux pour bien comprendre leurs attentes et oublier nos a priori. Si je n'avais pas écouté les partenaires locaux, je pense que j'aurais fait une grosse bêtise, par exemple. Il y a quelques années, j'avais une petite idée. Je me suis dit que nous allions faire une ferme, produire de la spiruline. Ce sont des projets intéressants. Si vraiment je n'avais pas écouté les correspondants locaux, nous nous serions lancés dans ce projet et nous serions allés à la catastrophe, en termes de réussite économique. C'est là que j'ai vraiment réagi. Je me suis dit qu'il fallait arrêter, que nous ne devions plus du tout prendre d'initiative en France. Il faut aller dans le pays et écouter les bénéficiaires. Effectivement, il y a des projets qui sont beaucoup plus faciles à monter. La construction de puits, c'est très classique. Nous engageons peu d'énergie dans l'organisation du projet, etc. Nous avons donc tendance à nous orienter également dans ce type de projet. Mais il y a également les autres qui sont plus liés à l'éducation. Justement, je vais rebondir et répondre à la question de savoir pourquoi construire des écoles, si nous allons jusqu'au bout. Quand nous avons fait le choix de construire des écoles, tout d'abord, il a été question d'agrandir des écoles existantes. Il y avait sureffectif dans les classes. C'était une école publique. Les enseignants étaient donc payés par l'État. Notre rôle a été de doubler les infrastructures. Là, c'était sans risque non plus puisque tout était déjà organisé localement. Effectivement, nous avons fait une école primaire de cette façon-là, ensuite un collège. Cela s'est bien passé. Là, nous venons de construire une troisième école. Nous sommes partis de zéro. Nous nous rendons compte que c'est beaucoup plus compliqué. Il faut davantage de transactions avec l'État malien, etc. Ce n'est pas toujours facile. Il ne s'agit évidemment pas de transactions financières. Il s'agit de monter les dossiers pour faire passer l'école sur un statut d'école publique. Ce n'est pas trop facile. Nous ne nous en étions pas rendu compte sur les premiers projets, puisque c'était déjà acté. Tout cela pour dire que nous sommes bien obligés de nous appuyer, et heureusement, sur les partenaires locaux. Mais il faut également aller sur place pour se rendre compte des difficultés rencontrées.

Renaud Layadi

Il nous reste très concrètement, et le temps est relativement bienvenu, 20 minutes. Nous allons donc prendre six interventions. Il faut que ce soit super court. Parce que n'oubliez pas que ce qui est important, c'est la dernière partie. C'est-à-dire que nous allons juste travailler sur un certain nombre de pistes pour améliorer cette communication. Nous allons voir ce que cela va donner.

Une intervenante

Je voudrais rebondir simplement sur ce que Tahir a dit tout à l'heure sur les Africains comme objet de pitié. Vous avez dit aussi « nous devons aller sur le terrain ». Mais je pense aussi que les organisations africaines devraient venir plus chez nous, ceux qui se battent en Afrique, ceux qui sont organisés. Tout à l'heure, nous avons parlé de médecins et de pansements. J'ai lu le livre de Mamadou Sissoko, par exemple, Sénégalais, dans une organisation que vous connaissez, le Réseau des organisations paysannes et de producteurs de l'Afrique de l'Ouest (ROPPA). Il dit « nous sommes notre remède ». Je pense donc aussi que nous devons plus inviter ces organisations à venir ici.

Jean-Philippe Dupont

Réseau international pour une économie humaine

C'est une intuition, mais que j'ai depuis que je suis tout jeune : la première fois que j'ai entendu parler de solidarité internationale, j'avais 20 ou 25 ans et je demandais à ces grandes personnes, qui ont pour partie d'ailleurs œuvré à la décolonisation en Afrique, pourquoi elles étaient parties là-bas. C'était une vraie question. Mon intuition est quand même, y compris pour choisir les projets, que tous les problèmes, nous les avons ici. J'ai d'ailleurs l'impression que c'est encore plus vrai 20 ans après, parce que nous avons des villes mondes, des inégalités qui augmentent et que finalement, les choix que nous devons faire avec les partenaires du Sud... même des écarts entre indices de développement, nous en avons dans tous les quartiers des grandes villes, ici, tout ce qu'il faut. Finalement, ce que nous avons à partager avec le Sud, c'est peut-être nos meilleures expériences d'avoir réussi à lutter, d'avoir vraiment fait œuvre de solidarité ou de développement avec les personnes qui sont en grande difficulté ici. En tout cas, c'est ce que nous faisons avec le réseau, puisque nous invitons juste des partenaires du Sud à venir. Mais là, par exemple, quand ce sera au Mené, c'est pour parler des expériences de développement endogène au Mené. Qu'est-ce que nous avons réussi à faire ici pour arriver à désenclaver un territoire ? C'est ce que nous avons fait ici et finalement, ce que dit aussi Madame Desbruyères sur la lutte des femmes, c'est pareil. Cela s'ancre dans les violences faites aux femmes ici. Nous pouvons aller le partager dans les luttes pour l'émancipation féminine. C'est à partir de cela que nous sommes allés voir toutes les luttes mondiales. Il y en a partout. Le problème se pose de la même façon ici, mais dans son engagement, elle a commencé par une lutte ici, par rapport à des problèmes que nous rencontrons ici. Je pense que nous avons beaucoup de choses, ici, dans nos territoires, pour pouvoir nous armer et ensuite aller rencontrer le Sud.

Renaud Layadi

La prochaine intervention, pour une minute.

Michèle Pasteur

Association Masnat

Non, je ne crois pas, je vais prendre un peu plus. Je vais faire comme Catherine, je vais...

Renaud Layadi

Non, il y a des règles à respecter. Il y a beaucoup de gens.

Michèle Pasteur

Je croyais que c'était de la démarche participative et collaborative, donc je veux m'inscrire dans ce schéma.

Renaud Layadi

Justement, c'est le contraire du monopole de la parole. Nous laissons donc circuler la parole.

Michèle Pasteur

Je ne dirai rien. Je trouve absolument inadmissible votre animation.

Renaud Layadi

Non, c'est simplement qu'il y a énormément de demandes, Madame. Essayez d'être synthétique.

Mathias Bationo-ADBEK

C'est intéressant, mais j'ai l'impression que nous n'avons pas encore répondu à une question, de savoir comment on identifie le terrain pour monter les projets. Je ne vais pas rappeler à cette salle que nous sommes tous sur une base de développement. Par conséquent, le développement est tout un processus, de partir de ce que nous sommes pour aller vers le développement. Un projet qui

doit réussir sera donc un projet qui correspondra un besoin. Comment identifier le besoin ? Nous ne pouvons pas nous lever avec une bonne idée et aller mettre en place un projet dans un pays et être étonnés que cela ne marche pas. Nous sommes donc sur une nouvelle base, j'imagine, pour une nouvelle façon de mener nos actions de solidarité. J'aimerais donc que nous puissions, de façon très sincère, trouver un schéma directeur, qui nous dise comment mener nos actions pour que cela bénéficie à la fois au Sud et au Nord. La Vice-Présidente a dit en introduction que les gens ici aussi disent qu'ils ont des besoins. Par conséquent, cela les embête de voir leur argent partir au Sud. Mais depuis combien de temps cet argent va pour le développement du Sud ? Où sont les résultats ? Est-ce que nous continuons comme cela ou est-ce que nous arrêtons, nous laissons l'argent aux contribuables ici ? Si nous sommes là, je pense que cela doit être un peu sérieux. Je demande d'ailleurs à toutes les associations ici d'être un peu sérieuses. C'est un processus où nous devons vraiment nous engager. Une association n'est pas censée mourir. Il faut essayer aussi d'impliquer la jeunesse. Il y a beaucoup de retraités, je vous aime bien. Mais il faudra aussi, dans la lancée, impliquer la jeunesse. Il faut que les associations ne soient pas un moyen de voyage. C'est un peu choquant, Monsieur, mais je pense qu'il faudra que nous ayons des idées et des chemins directeurs pour bien avancer. Merci.

Sylvette Milin-pS-Eau

Bonjour à tous. Rapidement, sur le sens de la solidarité internationale, nous nous flagellons beaucoup aujourd'hui. Il y a quand même beaucoup d'actions qui réussissent. Mais il faut avoir en tête que ce sont des initiatives locales. Une association, ici, vient d'une localité, d'une commune ou même d'une région, mais elle n'a pas vocation à régler le développement de la planète et des pays du Sud. Il faut donc être un peu humble aussi dans la mission que nous nous donnons. Il faut aussi valoriser les expériences réussies. Peut-être pour des prochaines sessions, je pense qu'il faut aussi pouvoir davantage valoriser ces expériences pour cibler les besoins. Nous allons vers des projets de développement local, éducation, santé, accès à l'eau. Je pense que bon nombre d'entre nous pourraient témoigner d'actions qui, cinq ou 10 ans après, fonctionnent toujours, où les élèves vont aux cours et où le degré de scolarisation a quand même progressé. C'était juste pour apporter un message plus positif.

Une intervenante

Je suis complètement d'accord. Je pense que ce qui mène au résultat, c'est la motivation des membres de l'association en Bretagne. Sans résultat, je pense que nous aurions du mal à trouver la motivation. Je partage donc totalement ce constat.

Renaud Layadi

Une dernière intervention de Monsieur. Après, nous allons passer rapidement sur des éléments de solution.

Luc-Magloire MANGOUNDZA

Association Denise Koumba

Pour répondre à votre question, nous sommes en train d'expérimenter une action que nous appelons pyramide renversée. Cela veut dire tout simplement qu'il n'y a aucun projet qui part d'ici. Les projets, c'est eux, leur projet vers nous, ici. Là, nous appuyons la création d'un fonds de développement, qui est basé au Congo. Nous sommes en train de le mettre en place. C'est-à-dire que tout est parti d'un constat. Pourquoi s'agit-il d'une pyramide renversée ? Parce que nous avons constaté qu'il y avait des projets froids. C'est-à-dire que nous avons retrouvé, dans certains villages, des projets de puits, d'école. On mettait une école dans un village, qui avait moins d'élèves, mais ce n'était pas la priorité. C'est pour cela que notre association s'est dit qu'il faudrait que ce soit leur priorité, leur demande. Pour appuyer tout cela, nous avons mis en place ce fonds de développement. Nous sommes en train de le mettre en place. Il consiste à mobiliser de l'argent, leur propre argent, pas le nôtre, à hauteur de 60 %, pour financer leurs activités. Nous venons en

aide à hauteur de 40 %. Les commissions sont composées de 80 % de locaux et de 20 % de personnes de notre association. C'est une expérience. C'est un tuyau parmi les aides que nous sommes en train d'apporter. Merci.

Renaud Layadi

Très bien, si je fais une rapide synthèse, nous voyons qu'il y a énormément de créativité. Après, nous allons voir comment nous pouvons formuler les idées pour essayer de mettre cela en place. Nous avons toute une série de nouvelles préoccupations à prendre en compte. Outre l'approche plus traditionnelle, historique, nous avons les questions de changement climatique, de droit des femmes, de numérique, de peuplement, d'évolution des peuplements, d'égalité. Nous avons également les systèmes financiers innovants. Nous en parlons très peu dans la solidarité internationale. Pourtant, nous avons à la fois les tontines qui existent en Afrique et qui fonctionnent bien, puisque toute une partie de l'activité économique est basée là-dessus. Mais nous avons également le crowd funding, qui peut être une approche. Finalement, il y a quand même un élément commun, qui est de savoir comment identifier les besoins. Je crois que c'est là-dessus qu'on achoppe. C'est peut-être là-dessus que nous allons travailler, pour savoir comment identifier les besoins et également comment optimiser le travail des associations. Puisque nous voyons aussi, et cela a été dit tout à l'heure, qu'il était important, au-delà de l'investissement des bénévoles, de favoriser une fluidité du fonctionnement des associations. Quand nous avons préparé la table ronde, je crois que c'est avec Florence que nous avons discuté. Vous m'aviez parlé d'une feuille qui sortait en Finistère, de quelqu'un que vous ne connaissiez pas et qui faisait un excellent travail, qui vous avait beaucoup aidé. Alors, il y a toujours les deux niveaux. Il y a trouver les bons projets, mais parfois aussi, dans le dialogue, il y a aussi faire en sorte que les deux côtés fonctionnent bien, au moins pour le côté breton, pour favoriser une certaine socialisation de l'information, de manière à rendre les associations plus pertinentes.

Florence Quéré

La newsletter que j'évoque, c'est la newsletter de Monsieur Yves Ruamps, que je ne connais pas. Tous les 10 ou 15 jours, il centralise les articles sur le Mali essentiellement. Il fait une newsletter quasi hebdomadaire avec tous les sujets chauds du moment. En lisant ces articles-là, cela permet également de prendre conscience de certaines problématiques dans le pays, etc. Je trouve cela intéressant.

Renaud Layadi

Pour le RESIA, est-ce que cela peut être une idée de fonctionnement aussi, pour vous qui faites collaborer les associations ensemble ? Est-ce que cela peut être une piste, à votre avis ?

Catherine Desbruyères

Je pense que c'est quelque chose que nous faisons depuis longtemps. Nous devons le faire sans le savoir, je pense. Nous sommes un réseau Ritimo. C'est un gros mot pour dire que c'est une espèce de média alternatif. Ce qui m'embête, c'est que je reviens toujours au public, c'est-à-dire aux gens que nous rencontrons en nous promenant, dans la rue ou en allant manger chez quelqu'un : ces gens-là s'informent à 70 % avec les médias télévisés de mauvaise qualité. Nous avons donc des tas de difficultés à essayer de contacter la presse. Moi, j'aime bien les réseaux qui développent un média alternatif. Là, vous en avez parlé d'un. Avant, nous avions une newsletter, avant d'avoir été sabrés. Cela donnait des informations, des pistes. Nous faisons partie d'un réseau Ritimo. À partir du moment donc où nous sommes adhérents au RESIA, nous tapons sur plein de claviers et nous pouvons arriver à une foule d'informations étonnantes. Si nous avons une idée, un projet, etc., nous pouvons faire remonter là-haut. C'est donc un média hyper intéressant. Ce qui m'intéressera donc beaucoup dans la plate-forme, et je pense que cela va être une de ses actions, c'est justement de créer ce média alternatif, excusez du peu, mais je crois que nous avons besoin d'être extrêmement ambitieux, pour que l'information vienne d'ailleurs, qu'elle ne vienne pas de TF1, grosso modo. Il faut que nous arrêtions d'être cons.

[Applaudissements]

Renaud Layadi

D'accord, c'est un enseignement lourd de la journée, ne soyons pas cons. Si les Bretons ont promis de ne pas être cons, qu'est-ce que peuvent apporter les Africains dans le fonctionnement et le dialogue ?

Ardiouma Sirima

À ce stade de notre conversation, je voudrais témoigner d'une certaine expérience que nous avons menée à l'Union des Burkinabés du Grand Ouest de la France. Nous parlions des besoins des associations du Nord. Nous avons fait le constat que dans le grand Ouest et surtout en Bretagne, il y a au moins une centaine d'associations qui interviennent au Burkina Faso. Qu'est-ce que nous avons fait ? Au cours de leurs assemblées générales, quand ils nous ont invités, ou par les réseaux, la CASI, le RESIA ou la Maison Internationale de Rennes (MIR), nous sommes parvenus à connecter plus d'une cinquantaine d'associations, de 2008 à 2010. Quasiment tous les mois, nous avons des réunions. Au départ, c'était des réunions pour bien connaître le pays, sans être des experts du Burkina. Mais dans l'association, nous comptons à peu près 30 à 40 membres. Chacun, suivant ses connaissances, venait au-devant des associations pour présenter tel ou tel aspect du Burkina Faso. Après, nous avons évolué vers des réunions thématiques qui débouchaient sur des formations. Nous avons eu des formations sur l'éducation, les enjeux de l'éducation au Burkina Faso. Quand nous intervenons, nous parlons de ce qu'il faut connaître, des écueils à éviter. Nous avons reproduit la même chose dans le domaine de la santé, de l'eau et de l'agriculture, et du microcrédit. Malheureusement, après, nous nous sommes essoufflés. Pourquoi ? Quand la mission de la chargée de mission de la MIR, qui accompagnait cette dynamique, est arrivée à terme, nous ne pouvions pas, association de bénévoles, gérer tout ce processus. Je voulais témoigner de cela pour montrer qu'en effet, nous pouvons identifier des besoins des acteurs du Nord. C'est modestement, à travers les diasporas, utile pour aider à accompagner ou à mieux connaître les pays d'intervention. C'est quelque chose que nous pouvons reprendre dans le cadre du nouveau réseau, pour l'améliorer, pourquoi pas, et le généraliser à d'autres pays.

Tahir Thiam

Je dirais que c'est peut-être à la fois aller à la rencontre des communautés africaines qui existent dans les grandes villes. Comme à Rennes, il y a beaucoup d'Africains, nous pouvons peut-être échanger. C'est-à-dire que dans leur façon de participer à la vie locale, il y a beaucoup d'étudiants, beaucoup de familles. Je travaille beaucoup dans les quartiers populaires. Il y a une possibilité de croiser et d'échanger avec eux sur comment permettre de faire ce filtre ou de faciliter les niveaux de compréhension, suivant la culture, que ce soit avec des Sénégalais, des Burkinabés, ou des Maliens. Je suis sûr qu'il y a beaucoup d'étudiants qui peuvent faciliter cette expertise, et accompagner de chaque côté.

Deuxièmement, c'est aussi oser écouter les élus locaux au Sénégal. Ils ont besoin des associations pour les conforter dans leur mandat. Parce qu'il y a une collectivité. Ce sont des élus. Cela leur permet aussi de participer à un projet de développement local. Cela peut peut-être se faire entre élus locaux ici et élus locaux du Sud, de travailler avec les élus associatifs pour qu'il y ait une cohérence. Une fois que l'association termine son action, la collectivité locale va apprendre à faire émerger une dynamique locale, l'accompagner. Comme je le disais tout à l'heure, il y a beaucoup de fonctionnaires qui regardent comme spectateurs les associations et qui viennent monter des projets et repartent alors qu'il y a une Mairie, une organisation. Ici, dans une collectivité, nous passons par la Mairie ou par le Conseil départemental ou la Région pour travailler. Et après, à côté, il y a des associations, les citoyens qui peuvent participer. Je suis donc certain qu'au Sud, nous pouvons donner cette force aux élus locaux, qui en ont vraiment besoin. Parce qu'au-delà de prendre la parole sur des discours politiques, nous pourrions permettre aux Africains, notamment Sénégalais, où beaucoup ont envie et ont une appétence de faire du développement local, de se développer, et ce sans forcément parler d'argent. Il y a peut-être aussi un travail à faire sur les

thématiques. Si le Burkina ou le Sénégal peuvent se dire qu'ils travaillent ensemble sur le numérique, sur le domaine de la santé, nous nous retrouvons. Vous, les bénévoles des associations, pouvez réunir les Sénégalais, les Maliens, les Burkinabés sur le même sujet pour nous croiser et travailler sur une coopération Sud – Sud. Je connais le Burkina par Ardiouma, mais je suis sûr qu'un jour, nous pourrions croiser les expertises locales au Sénégal sur ce sujet-là. Croisons et allons-y. Peut-être que je peux aller juger un projet au Burkina Faso en connaissant la même chose au Sénégal. Nous pouvons aussi faire des accompagnements. Encore une fois, dans les quartiers populaires, et je viens du logement social, il y a énormément d'Africains qui regardent. Alors que tous les mois, si vous connaissiez, par Western Union ou autre, les sommes d'argent que les Africains envoient dans leurs familles... c'est énorme. Comment pouvons-nous capitaliser tout cela ? Ils le font parce que nous sommes une solidarité informelle.

Pour terminer, la solidarité, dans beaucoup d'ethnies, dans beaucoup de régions du Sénégal, cela se passe le soir. Nous aidons quelqu'un dans la discrétion, dans le respect. Personne n'est au courant. Alors qu'ici, il faut le montrer, il faut le valoriser. Pour terminer, comment faire le lien entre tous les acteurs de la solidarité internationale et les centres sociaux, les MJC, c'est-à-dire entre la solidarité internationale et les solidarités locales ? Comment travailler ensemble ? Parce que comme Madame disait tout à l'heure, nous sommes tous des citoyens d'une commune, d'une agglomération. Peut-être que nous pouvons faire de la sensibilisation, travailler avec des bénévoles d'une association sportive ou autre pour montrer que nous sommes tous citoyens, que nous pouvons faire à la fois du local et de l'international, pour éviter cette concurrence, avec ces gens qui nous disent que nous aidons les SDF africains alors que nous avons ici des SDF qui en ont besoin. Si nous faisons une coopération, nous pouvons permettre au peuple d'être solidaire et de porter les choses ensemble. C'est pour ça que je suis convaincu que je suis là.

Renaud Layadi

Nous allons de nouveau prendre le pouls de la salle. Rapidement, si nous faisons une synthèse de ce qui se dit, c'est qu'en interne, ici, en Bretagne, nous avons besoin de liens, sous forme de feuilles de liaison, qui pourraient amener un partage de la connaissance et des expériences. Soit dit en passant, c'est quand même très intéressant de faire une rencontre sur les échecs. Nous ne parlons jamais des échecs. Pourtant, bien souvent, une action qui se plante est quand même extrêmement intéressante à décortiquer et à décrypter. Parce que les erreurs, ce qui ne nous tue pas nous rend plus forts, pour aller vite. Je ferme la parenthèse. Il y a donc des approches par pays. Cela peut être intéressant aussi. Il y a un gisement d'initiatives, de connaissances qui n'est pas aujourd'hui mis à contribution. Ce sont les communautés africaines qui habitent en Bretagne. Il serait intéressant également de se poser des questions sur les approches thématiques, par exemple sur le numérique, la santé. Ce qui permettrait de décroquer les frontières entre les pays et d'avoir une approche qui soit beaucoup plus transversale. Il y a également peut-être la question des lieux, avec les centres sociaux.

Est-ce que, par rapport à cela, il y a des réactions ? Si vous me promettez une minute, cela marche. Allons-y.

Michèle Pasteur

Je demande le droit à l'expression.

Renaud Layadi

L'important, c'est de la partager.

Michèle Pasteur

Bien sûr. Je reprends donc. Je dois aller très vite, mais après, il y a un déjeuner, donc j'espère que nous pourrions parler. Je reprends donc en disant que cette question du croisement des solidarités est sans doute la modernité, en tout cas l'évolution actuelle des solidarités. Il s'avère que j'ai effectivement

beaucoup travaillé en Bretagne sur la solidarité internationale. J'ai beaucoup contribué à ABCIS, et à d'autres choses en Bretagne. Désormais, je travaille dans une association de solidarité nationale, en France. Nous nous sommes mis un certain nombre autour de la table, et je vais les citer, car vous les connaissez, le CFSI, F3E, le GRET, l'ANSA que je dirige, pour effectivement poser une démarche qui s'appelle croiser les solidarités, pour la lutte contre les inégalités et particulièrement les inégalités de pouvoir, pour aller vers le pouvoir d'agir. Je partage donc à 150 %. Je veux juste le dire parce que je ne peux pas en dire plus. Mais je vais venir vers vous. Ce serait vraiment super qu'à partir de cette initiative que nous prenons avec quelques têtes de pont au niveau parisien, nous puissions aussi travailler avec vous. Parce que nous sommes vraiment convaincus qu'aujourd'hui, ce qui compte, c'est cette lutte contre les inégalités. Je pense que la plupart d'entre nous est engagé dans la dimension internationale parce que nous ne supportons pas ce monde des inégalités. Aujourd'hui, je crois que c'est ce qui nous meut. Cela doit continuer à nous mouvoir. Mais ces inégalités sont en Afrique, dans notre pays. Je rappelle que les dernières statistiques disent que les inégalités entre pays diminuent, mais que les inégalités à l'intérieur des pays ne cessent d'augmenter. Encore ce matin, il y avait beaucoup d'informations autour de cela. C'est un sujet que nous reprenons en France aussi, qui a droit de cité. Je crois donc que si nous avons un défi commun, c'est celui des solidarités face aux défis communs de notre société. Un de ces défis, c'est la lutte contre les inégalités. C'est une lutte séculaire. Nous n'avons pas terminé. Mais c'est ce qui peut nous relier. Véritablement, la question des inégalités et de la pauvreté, nous avons cela en partage.

Je terminerai en disant qu'il faut faire de la politique. Il y a un élément politique dont nous disposons aujourd'hui qui s'appelle les objectifs du développement durable. Nous pouvons peut-être les galvauder, peut-être dire que c'est la grand-messe, etc. Mais il y a 17 objectifs du développement durable. Le premier, c'est la lutte contre la pauvreté. Le 10^e, c'est la lutte contre les inégalités. Le quatrième, c'est l'égalité hommes – femmes. C'est l'éducation. Est-ce que c'est cette feuille de route ? Quand vous parlez de thèmes, j'ai envie de vous dire qu'il y a une feuille de route qui a été inscrite au niveau international, avec des objectifs qui sont posés comme universels. Comment effectivement nous pouvons, ensemble, travailler à partir de ces objectifs de développement durable universel qui s'imposent à nous, pour une société véritablement inclusive ? Merci.

Renaud Layadi

Merci. L'objectif, c'est bien d'être concret et de voir comment l'ensemble du réseau peut mieux dialoguer, mieux fonctionner, être pérenne, capitaliser des expériences.

Un intervenant

C'était juste une intervention pour souligner que nous restions un peu trop dans une approche France-Afrique et que nous parlions des logiques Sud – Sud. Il faut absolument que nous sortions de cela pour nous rendre compte aussi qu'il y a des dynamiques collectives en Amérique latine, qui posent des questions sur ce qu'est le développement, etc. En Asie, il y a de formidables mouvements sociaux. Il faut donc intégrer cela et sortir un peu de cette vision. Je remercie les amis d'origine africaine qui sont là. C'est très bien, mais cela manque un peu, justement pour avoir cette vision vraiment globale, mondiale. Je trouve que le rappel des ODD est important.

Un intervenant

Je ne sais pas parler comme les gens ici. J'ai écouté les gens qui sont sur l'estrade, Monsieur, et puis d'autres personnes. Je vais peut-être avoir un questionnement qui dérange, ou mal placé. Actuellement, je connais des jeunes migrants qui viennent de l'Afrique occidentale, du Bangladesh, etc. Tout à l'heure, vous parliez du dérèglement climatique comme si ce n'était simplement que des mots. Je crois que cela va venir très vite. Quand j'ai un jeune qui me dit qu'il est ici en France et qu'il voudrait rester en France, et qu'il ne peut pas... il est entre mineur et majeur. Vous savez qu'actuellement, c'est un grand problème de déterminer l'âge. Je ne sais pas quoi lui répondre. « Retourne dans ton pays, viens ici pour finalement apprendre l'électricité, la plomberie, etc., pour retourner dans ton pays, pour créer une entreprise. » Je ne sais pas. Là, je

n'ai pas du tout de réponse. Ce que je sens finalement dans ces sixièmes Assises de la solidarité internationale en Bretagne, c'est que cela va plus dans un sens unique que dans un double sens. C'est-à-dire que nous aidons effectivement les pays du Sud, mais que nous ne sommes pas capables, finalement, de nous occuper des gens qui viennent ici. C'est quand le Sud vient ici, en somme. C'est peut-être déplacé, mais je crois qu'il y a quand même urgence.

Aïssata Boncana

Je voulais juste rajouter quelque chose par rapport à ce qui existe déjà sur place, quel que soit l'endroit où vous intervenez. Par exemple, dans le domaine éducatif, en parlant de votre association ou de toutes les associations qui interviennent, au Mali, il y a un modèle qu'on appelle l'alphabétisation, qui existe déjà sur place. Mais quand vous construisez par exemple des écoles, il y a plein d'effectifs. Mais nous voyons le niveau des enfants. On leur impose le français alors qu'il y a des zones où il y a l'alphabétisation dans la langue. Les enfants n'ont aucun niveau. Le mieux serait donc, pour vous qui amenez un regard par rapport aux autorités, c'est qu'elles leur disent que c'est un modèle qui fonctionne. Il faut continuer à apprendre aux enfants les langues nationales. C'est quelque chose qui fonctionne, parce qu'avec le français, il y en a beaucoup pour qui cela ne fonctionne pas du tout. Les enfants n'ont aucun niveau. Du côté de la santé également, il y a un grand centre où il y a une pharmacopée, où cela fonctionne beaucoup. On nous amène des médicaments de Chine ou de je ne sais où, sur les marchés, et ils font beaucoup de dégâts. Vous qui êtes des associations, si vous arrivez à sensibiliser les autorités par rapport à cela, ce serait bien. C'est juste un constat.

Alain Diulein-Jeunes à travers le Monde (JTM)

Je voudrais essayer de reprendre un peu en globalité. Je souscris complètement à ce que dit Madame, au niveau des solidarités. D'ailleurs, le CRID, au niveau national, Festisol, etc., cela parle de cela. Nous devons travailler sur les solidarités. J'appuie donc complètement cela. Nous n'avons pas suffisamment parlé de ce que vous avez dit, au niveau du franc CFA, etc. Je suis allé au Mali au mois de septembre. Je peux vous dire qu'il y a des manifestations. Au Sénégal, il y en a aussi, pour lutter, avoir une nouvelle monnaie. Vous avez aussi exprimé des problèmes fiscaux. D'une façon plus précise, il y a un accord qui devrait être signé entre les pays africains et les pays européens, la France en particulier. C'est le traité APE, accord pour un partenariat économique. Sauf que ce sont les Africains qui se font flouer. C'est-à-dire qu'il n'y aura plus de droits de douane pour des produits qui vont arriver d'Europe. Nous allons donc inonder à nouveau l'Afrique. Enfin, je me tourne vers Tahir, que je connais bien puisque j'ai participé au conseil consultatif dont il était le Président. Pendant trois ans, une petite pique amicale, il a présidé quand même quelque chose qui peut parler de la solidarité internationale. Il s'est donc compromis obligatoirement. Mais c'est le poil à gratter et cela nous appelle à la modestie, et au doute. Parce que nous doutons tout le temps, heureusement. Mais si nous doutons et que nous n'agissons pas, ce n'est même pas la peine. Nous n'allons pas nous regarder. Je me retourne vers Madame : c'est ma solution. Ce sont les solidarités. Je fais partie d'une association dans une petite commune, qui s'appelle Saint-Gilles solidarité. Ce sont des solidarités locales, une solidarité avec le Mali et, comme par hasard, maintenant, il y a une nouvelle commission migrants. Parce que finalement, peu à peu, on colle quand même... parce qu'il faut qu'on nous enlève le fait que nous sommes des vieilles lunes. Ici, il y a des jeunes et nous sommes contents. Nous sommes les têtes blanches, nous avons disserté là-dessus hier. Nous nous sommes flagellés toute la journée en disant qu'il n'y avait que des vieux qui étaient là. Travaillons ensemble. C'est tout. Il y a des jeunes qui sont là. Nous avons parlé du numérique, etc. Allons-y. Évoluons. À un moment donné, nous partirons et d'autres seront là à notre place. Puis il y aura bien d'autres problèmes, malheureusement.

Gilles Maréchal-AMAR

Je voudrais apporter ma petite contribution, au nom de mon association, AMAR, justement sur le terme de solidarité internationale. Quand nous avons rédigé notre projet associatif, nous partageons quasiment tous ce qu'a dit Tahir sur le mot de solidarité internationale. Nous avons fini par le garder, mais avec un

sens bien particulier, qui est à peu près le sens de la mécanique automobile. Grosso modo, quand nous solidarisons deux pièces, nous faisons un petit coup de soudure. Cela veut dire que tout ce que nous faisons sur l'une retentit sur l'autre. C'est dans ce sens-là que nous prenons le mot solidarité. C'est vrai que la mécanique générale n'est pas la spécialité de beaucoup d'entre nous. Mais en tout cas, c'est la façon que nous avons de le voir. Je regrette que dans le débat, nous nous soyons un peu limités à favoriser l'expression des partenaires du Sud sur ce dont ils ont besoin. Nous devons aussi les autoriser à dire ce qu'ils pensent de ce qui se passe chez nous. C'est en cela que les collègues de pays du Sud, notamment brésiliens, viennent dire haut et fort chez nous ce qu'ils pensent de notre modèle agricole, par exemple. Là, c'est eux qui sont solidaires avec nous en venant dire ce que cela représente pour eux. Nous avons joué un peu avec les mots parce que c'est vrai que solidarité a cette connotation un peu descendante, ou bien à sens unique. Mais de grâce, organisons aussi à la solidarité de nos amis d'autres pays pour venir raconter ce qu'ils pensent de ce que nous faisons chez nous.

Un intervenant

Je vais revenir sur ce qui s'est dit au début, qu'avec les problèmes que nous pouvons rencontrer ici, nous nous demandons pourquoi aller vers le Sud. J'ai été élu d'un conseil général. Je voudrais d'abord vous dire qu'il y a énormément de choses qui sont faites pour toute la population en France. Il y a énormément de solidarités qui se développent, qu'elles soient institutionnelles ou associatives. Je crois qu'il est peut-être aussi important d'avoir en tête tout ce qui se fait ici pour pouvoir le répercuter auprès de nos propres populations. Effectivement, ici, en France, nous sommes déjà bien organisés. N'importe qui peut trouver à manger, se loger. Il y a quelques difficultés, mais globalement, c'est quand même bien pris en charge. Je crois qu'il est important de le dire, que nous avons quand même toute cette organisation qui existe en France, avec des moyens relativement importants, que certains remettent en cause d'ailleurs, estimant qu'il y en a trop. Je crois donc il est aussi important, si nous voulons aussi pouvoir répondre à ces personnes-là, d'avoir cela en tête.

Renaud Layadi

Nous allons terminer par quelqu'un du Conseil régional des jeunes, pour la partie transmissions, et sur ce qui va baliser nos prochaines années.

Titouan Pillement

En fait, j'aimerais bien apporter une vision un peu plus nouvelle, sans vouloir ne vexer personne. Vous devez être assez familiers avec tous les acronymes, tout ce qui existe. Mais personnellement, je n'en connais pas vraiment beaucoup. Même si cela m'intéresse énormément. Je reviendrais sur la première intervention, qui est de croiser les ONG pour croiser les informations et les réunir, au final, pour avoir, comme ici, des Assises de la solidarité en Bretagne, et aussi dans le monde. Parce que c'est comme cela que nous pourrions faire valoir leurs paroles et faire avancer les choses autant là-bas qu'ici.

Renaud Layadi

Très bien, donc on clôt le débat, touffu, foisonnant. Nous devons être à 30 ou 40 interventions, pratiquement. C'est énorme.